



Après la trêve estivale marquée par la réussite des Jeux Olympiques de Paris 2024, retour à la dure réalité, où les rentrées scolaires et sociales s'effectuent dans un contexte politique particulier, même si nous ne devons pas oublier de soutenir et d'acclamer les sportifs des jeux paralympiques qui se déroulent actuellement.

A l'euphorie provoquée par les athlètes du monde entier pourrait succéder le blues, voire la colère des Français à nier leur désir de profond changement qu'ils ont exprimés lors des derniers scrutins.

Dans une tribune publiée dans « Les Echos » le 12 juillet dernier, plus de 100 chefs d'entreprise ont appelé à diriger autrement. Ils y expliquent que : « *Des millions de Françaises et Français passent une majeure partie de leur temps au travail. Nécessairement, notre manière de diriger, nos pratiques managériales et les conditions de travail que nous proposons, nos pratiques commerciales et nos choix d'investissements ont une influence sur chacun. Nous pouvons aujourd'hui faire le choix de mieux répondre à la demande légitime de reconnaissance, de dignité, de responsabilisation et de justice de nos salariés et nos parties prenantes, et contribuer à la stabilité dont nous avons tous besoin.* »

**FO LCL** souhaite savoir si LCL est signataire de cette tribune. S'il ne l'est pas, comment le COMEX de LCL s'inscrit-il vis-à-vis de ce texte ?

Au CSEC de juillet dernier, **FO LCL** a déjà interpellé nos dirigeants sur ces sujets, et attend de LCL qu'il soit une entreprise citoyenne.

Cependant, dans les faits, et pour le moment, l'état d'esprit de nos dirigeants, animés par la rentabilité à outrance afin de rémunérer avant tout l'actionnaire, semble ne pas avoir évolué.

Pour preuve, alors que le dialogue social interprofessionnel a permis de trouver un accord sur un meilleur partage de la valeur, LCL a balayé d'un revers de main l'application de cette accord devenu loi, pourtant obligatoire, en tenant des propos totalement incohérents.

Alors qu'il reste dans les desseins de la direction de réaliser toujours plus de PNB, toujours plus de résultat, nous, salariés, sommes toujours dans l'attente d'une meilleure répartition de la richesse créée, ce ruissellement tant vanté par le Président de la République, dont nous ne voyons aucune goutte perler. L'ensemble de l'entreprise attend avec grande impatience le résultat du comparatif des rémunérations et les mesures qui devraient en découler.

**FO LCL** attend également une transformation profonde de l'entreprise en réel lieu de travail constructif, participatif, inclusif, mixte, convivial, ... Nous en sommes encore très loin. A titre d'illustration, comment une entreprise peut-elle faire fi de l'organisation qu'elle a, elle-même, bâtie, au détriment de son obligation de préserver la santé de ses salariés. **FO LCL** pense bien sûr à l'organisation de la Banque Privée (les « trinômes »). **FO LCL** dénonce les réductions d'effectifs faites en catimini dans tous les secteurs, sacrifiant les conditions de travail sur l'autel de l'hyper profitabilité.

Il est grand temps de tourner la page de la financiarisation de l'économie, où un petit nombre s'enrichit de plus en plus sur le dos du plus grand nombre. La smicardisation de la France est belle et bien une réalité.

Côté emploi, si la Fédération bancaire Française a constaté une hausse du nombre d'emplois dans le secteur en 2023, alors que, ces dernières années, l'orientation était baïssièrre, elle a précisé que c'était grâce aux banques mutualistes. En revanche, les banques rassemblées sous la bannière AFB, dont LCL, continuent de détruire l'emploi. Est-ce un comportement citoyen, surtout lorsque les résultats financiers n'ont jamais été aussi florissants ?

Pour **FO LCL**, les dirigeants d'entreprise, comme les politiques, sont responsables de la fracture actuelle de la société. S'ils en ont la volonté, ils ont le pouvoir de changer les choses, tel qu'y aspirent les Françaises et les Français, pour plus de justice sociale et d'équité. Les plus de 100 chefs d'entreprise de la tribune semblent, déjà, l'avoir. Et pour LCL ?



Délégation Nationale **FO LCL**  
Immeuble Garonne - BC 401-11  
2 avenue de Paris 94800 VILLEJUIF  
☎ 01 42 95 12 05  
✉ fo\_delegation-nationale@lcl.fr

